



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

CEP/AC.11/2000/4
13 juillet 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires
pour le processus "Un environnement pour l'Europe"
(Première session, Genève, 29 septembre 2000)
(Point 2 de l'ordre du jour provisoire)

**PRÉPARATIFS DE LA CINQUIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
"UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE"**

**Questions pouvant être inscrites à l'ordre du jour
de la Conférence de Kiev**

1. Pour établir l'ordre du jour, le Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires souhaitera peut-être tenir compte des décisions prises par la quatrième Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe", tenue à Aarhus (Danemark) en 1998, et par le Comité des politiques de l'environnement, ainsi que des propositions des États membres et des questions d'importance majeure aux niveaux international et régional.
2. Le Groupe de travail voudra peut-être également tirer parti de l'expérience de nombre de ses partenaires des conférences précédentes. De par son mandat¹, il sera amené à travailler en étroite collaboration avec le Conseil pour la Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère, l'Équipe spéciale pour l'application du Programme d'action pour

¹ Le mandat du Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires a été établi par le Comité des politiques de l'environnement à sa sixième session, tenue du 20 au 24 septembre 1999. Voir également le document CEP/AC.11/2000, dont est saisi le Groupe de travail.

l'environnement (PAE) en Europe centrale et orientale, le Comité de préparation des projets (CPP) et l'Agence européenne pour l'environnement².

A. Décisions adoptées à Aarhus

3. Un grand nombre des décisions adoptées par les ministres à Aarhus appelaient une action de suivi de la part de la communauté internationale et il est sans doute important que les ministres réunis à Kiev en examinent l'application. On trouvera ci-après un résumé de ces décisions ainsi que des décisions connexes adoptées ensuite par le Comité des politiques de l'environnement.

1. Prise en compte des dimensions environnementales dans les politiques sectorielles

4. L'importance de l'"intégration" dans différents contextes a été évoquée lors de la Conférence d'Aarhus. Les ministres ont par exemple déclaré que les instruments économiques devraient être davantage mis à profit pour prendre en considération les impératifs écologiques dans les politiques sectorielles (rapport de la Conférence, ECE/CEP/41, par. 22 et annexe II). Ils ont également fait observer que les procédures d'évaluation de l'impact sur l'environnement constituaient un outil important pour intégrer les préoccupations environnementales, dans les projets de développement en particulier (ECE/CEP/41, annexe II, par. 19).

5. Le Comité des politiques de l'environnement a souligné qu'une place importante serait faite à la question de la prise en compte des problèmes environnementaux dans les politiques sectorielles lors de la Conférence de Kiev en 2002. Il a donc demandé que des consultations soient organisées afin d'apporter des précisions complémentaires sur ce point (ECE/CEP/69, par. 30).

6. Il a été alors envisagé, entre autres possibilités, de faire de la "prise en compte des problèmes environnementaux dans les politiques sectorielles" l'un des grands thèmes de la Conférence ministérielle de 2002. Les résultats des consultations informelles seront communiqués au Comité à sa septième session.

2. L'environnement de l'Europe : troisième évaluation

7. L'Agence européenne pour l'environnement avait établi son premier rapport d'évaluation sur l'environnement de l'Europe pour la Conférence de Dobris (1991). Une deuxième évaluation avait été effectuée pour la Conférence d'Aarhus.

² Les autres organismes avec lesquels il est appelé à collaborer sont notamment les suivants : Programme des Nations Unies pour l'environnement, Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé, Commission des Communautés européennes, Conseil de l'Europe, Organisation de coopération et de développement économiques, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que les centres régionaux pour l'environnement. Il coopérera également avec d'autres organisations et institutions internationales, parmi lesquelles les organes directeurs des conventions relatives à l'environnement, des organisations non gouvernementales et des organismes privés internationaux.

8. Les ministres réunis à Aarhus ont accueilli ce rapport avec satisfaction et ont invité l'Agence européenne pour l'environnement à mettre régulièrement à jour, en collaboration avec les réseaux nationaux et internationaux existants, les informations qui y figuraient. Ils ont également demandé que de nouveaux rapports, fondés sur des indicateurs, soient présentés aux conférences ministérielles futures en vue de faciliter la prise de décision (ECE/CEP/41, par. 10 à 12 et annexe II, par. 16 à 18).

3. Surveillance de l'environnement

9. L'importance des mesures visant à faciliter les processus décisionnels et l'accès du public à une information fiable a été soulignée. À cet égard, les ministres ont fait de l'amélioration de la surveillance et de la gestion de l'environnement en Europe une de leurs priorités et ils ont salué l'initiative de la Fédération de Russie d'organiser une réunion spéciale sur ce sujet (ECE/CEP/41, annexe II, par. 18).

10. La réunion spéciale s'est tenue à Moscou en novembre 1999. La question de la gestion de l'environnement fera l'objet d'un nouvel examen lors d'une réunion intergouvernementale prévue pour juillet 2000 à Genève. Le Comité des politiques de l'environnement prendra une décision sur ses travaux futurs à sa septième session en septembre 2000.

4. Respect des conventions relatives à l'environnement

11. Les ministres ont affirmé la nécessité de régimes énergiques, efficaces et efficaces pour faire respecter les engagements juridiquement contraignants découlant des accords environnementaux multilatéraux. Ils ont souligné qu'il importait de développer des procédures et mécanismes applicables aux parties qui ne respectaient pas leurs obligations. De telles mesures pourraient avoir, si nécessaire, des effets contraignants. Les ministres ont également déclaré qu'ils soutenaient sans réserve un élargissement de la participation aux accords environnementaux multilatéraux en vigueur ainsi que l'application effective de ces dispositifs (ECE/CEP/41, annexe II, par. 9 à 11).

5. Évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement

12. L'évaluation stratégique de l'impact environnemental des politiques, plans et programmes suscite un vif intérêt et de vifs débats. À Aarhus, les ministres ont invité les pays et les institutions financières internationales à introduire et/ou effectuer des évaluations de ce type, avec la participation des ONG et des citoyens. Ils ont par ailleurs souligné que des évaluations des politiques, plans et programmes sectoriels internationaux mis en œuvre dans la région de la CEE dans des domaines tels que les transports, l'énergie et l'agriculture devraient être entreprises en priorité (ECE/CEP/41, annexe II, par. 19 et 20).

13. Le Comité des politiques de l'environnement a étudié la possibilité d'établir un protocole sur l'évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement. La question est actuellement examinée par la Réunion des Parties à la Convention d'Espoo et par la Réunion des Signataires de la Convention d'Aarhus (ECE/CEP/69, annexe I, point 4.2).

6. Essence au plomb

14. Les effets nocifs du plomb sur la santé et l'environnement ont été largement reconnus. Les ministres ont approuvé la Stratégie paneuropéenne visant à éliminer progressivement l'essence au plomb, qui fixe la date butoir au 1er janvier 2005. Ils ont par ailleurs décidé d'évaluer le degré de réalisation des objectifs intermédiaires lors de leur prochaine Conférence ministérielle (ECE/CEP/41, annexe II, par. 28 à 30 et Déclaration relative à l'élimination progressive du plomb dans l'essence).

15. Le Comité de préparation des projets a été invité à inscrire l'élimination progressive du plomb au nombre de ses activités futures, aussi bien dans la région de l'Europe centrale et orientale que dans celle des États nouvellement indépendants.

16. À titre de suivi, le Comité des politiques de l'environnement a décidé de constituer un groupe de travail restreint composé de représentants des pays et des organisations et institutions financières internationales intéressés en vue de faire le point de la situation sur la base d'un questionnaire de la CEE et d'aider les pays éprouvants des difficultés pour s'acquitter des obligations que leur impose la Stratégie visant à éliminer progressivement l'essence au plomb. Ce groupe se réunira à l'occasion de la septième session du Comité (ECE/CEP/69, par. 27).

7. Efficacité énergétique

17. Les ministres ont approuvé la Déclaration de principes sur l'efficacité énergétique et ont accueilli favorablement les Directives sur les économies d'énergie en Europe, soumises par le Comité des politiques de l'environnement (ECE/CEP/41, par. 37 et 38 et annexe II, par. 31 à 35).

18. Ils ont préconisé l'adoption de mesures dans un certain nombre de domaines, parmi lesquels les marchés et la tarification de l'énergie, la prise en compte des politiques énergétiques dans les autres secteurs, le financement et une coopération internationale renforcée. Les subventions sur le prix de l'énergie qui nuisent à l'efficacité énergétique et/ou ont des effets néfastes sur l'environnement devraient être progressivement réduites et, dans la mesure du possible, supprimées d'ici à 2005.

19. Les ministres ont demandé qu'un rapport sur les progrès réalisés dans ce domaine soit présenté à la prochaine Conférence "Un environnement pour l'Europe".

20. Le Comité des politiques de l'environnement a recommandé de s'inspirer des rapports d'activités périodiques établis pour le Protocole au Traité sur la Charte de l'énergie relatif à l'efficacité énergétique et aux aspects environnementaux connexes pour élaborer les rapports sur l'état d'avancement des travaux destinés à la prochaine Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe", qui se tiendra à Kiev. Le secrétariat de la Charte de l'énergie serait invité à soumettre ces rapports d'activité au Comité des politiques de l'environnement et au Comité de l'énergie durable, rapports qui devraient être parfaitement conformes aux décisions sur l'énergie adoptées à la Conférence d'Aarhus et qui devraient être établis en étroite coopération avec la CEE et les autres organisations et institutions internationales compétentes.

21. Pour assurer la cohérence avec les préparatifs de la Conférence de Kiev, le Comité exécutif serait invité à suivre les travaux du Groupe de travail sur la mise en œuvre du Protocole au Traité sur la Charte de l'énergie relatif à l'efficacité énergétique (ECE/CEP/69, par. 24 et 25).

8. Gestion écologiquement rationnelle des entreprises dans les pays d'Europe centrale et orientale
et les États nouvellement indépendants

22. Les ministres sont convenus de catalyser, faciliter et appuyer fermement l'application d'un mode de gestion écologique effectif dans les entreprises, notamment pour une production moins polluante dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les États nouvellement indépendants, compte tenu des recommandations énoncées dans la Déclaration de principes sur la prise en compte des impératifs écologiques dans la gestion des entreprises de ces pays (ECE/CEP/51). Il a également été décidé d'accorder dans la coopération bilatérale et multilatérale une plus forte priorité à la gestion écologique des entreprises. Les ministres ont invité les institutions financières internationales, les autres organismes internationaux et les donateurs à appuyer concrètement ce processus et à créer un climat économique qui favorise l'établissement de sociétés privées locales produisant des biens et des services d'environnement dans les pays d'Europe centrale et orientale et les États nouvellement indépendants (ECE/CEP/41, par. 23 à 25 et annexe II, par. 56).

9. Dialogue avec le monde des affaires

23. Ayant eu l'occasion de dialoguer avec d'éminents représentants du secteur des entreprises lors de la Conférence d'Aarhus, les ministres ont confirmé leur volonté de conférer un caractère plus continu à ce dialogue. Ils ont invité le monde des affaires à s'associer à cet effort afin d'encourager les partenariats entre le secteur public et le secteur privé dans la poursuite d'objectifs écologiques communs et pour la promotion d'un développement durable.

24. Les ministres ont invité l'Équipe spéciale du PAE à faciliter et soutenir ce processus et à préparer, sur la base de l'évaluation des progrès accomplis, un rapport pour la prochaine Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe" (ECE/CEP/41, annexe II, par. 57 et 58).

10. Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère

25. Les ministres ont décidé de renforcer et de mettre en œuvre les instruments permettant de mieux intégrer les objectifs relatifs à la sauvegarde de la diversité biologique et paysagère dans les politiques sectorielles aux niveaux national et international et de prendre des mesures visant à tenir compte des impératifs liés à la diversité biologique dans le secteur agricole dans le cadre des processus d'élargissement et de transition de l'Union européenne.

26. Ils ont invité tous les États participants, les organisations internationales, les ONG et le secteur privé à renforcer leur soutien, selon qu'il conviendrait, à l'application de la Convention sur la diversité biologique, notamment par le biais de la Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère, en recherchant des moyens de financement nouveaux et inédits (ECE/CEP/41, par. 43 et 44 et annexe II, par. 36 à 39).

11. Recentrage des travaux de l'Équipe spéciale du PAE sur les pays d'Europe centrale et orientale non concernés par l'adhésion

27. Étant donné le dynamisme du processus d'élargissement de l'Union européenne et les ressources importantes qui lui sont consacrées, les ministres ont estimé que les futurs travaux du PAE devraient privilégier les pays d'Europe centrale et orientale et les États nouvellement indépendants restés en dehors du processus de préadhésion (ECE/CEP/41, par. 14, 15 et 49 et annexe II, par. 45 et 46).

28. L'Équipe spéciale du PAE a été priée de veiller à répondre aux besoins différenciés de ces deux groupes de pays dans la conception et la conduite de ses activités de base telles que les programmes nationaux d'action environnementale, le financement de l'environnement et la gestion écologiquement rationnelle des entreprises.

12. Fonctionnement des nouveaux centres régionaux pour l'environnement

29. Au moment de la Conférence d'Aarhus, il y avait cinq centres régionaux pour l'environnement. Le centre de Szentendre (Hongrie) avait été le premier à voir le jour, suivi des centres de Chisinau, Kiev, Moscou et Tbilisi. Un sixième allait être créé à Istanbul (ECE/CEP/41, annexe II, par. 59 et 60). Les ministres ont reconnu que ces centres jouaient un rôle important, notamment en favorisant la participation de la société civile et en associant le public aux efforts faits pour améliorer l'environnement.

30. Ils ont encouragé les fondateurs et les autres parties intéressés à fournir les ressources nécessaires au fonctionnement de ces centres et ont préconisé la création d'un comité international chargé de coordonner leurs travaux.

B. Propositions du pays hôte

31. À la sixième session du Comité des politiques de l'environnement, le représentant de l'Ukraine a présenté les premières idées de son pays sur quelques-unes des questions qui devraient être inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Kiev (ECE/CEP/69, par. 33 et 34). Ces questions étaient les suivantes :

a) Transports, environnement et santé, y compris l'adoption éventuelle d'un nouvel instrument juridique;

b) Activités économiques et environnement, y compris l'élaboration éventuelle d'une charte des activités économiques durables;

c) Éducation et environnement, y compris l'élaboration éventuelle d'une charte à l'intention des générations futures;

d) Activités militaires et environnement, y compris l'élaboration éventuelle d'une charte visant à réduire les incidences des activités militaires sur l'environnement.

32. Le Comité a pris note de ces propositions initiales et invité les pays membres à y réfléchir afin de faciliter les débats à la première réunion du Groupe de travail de hauts fonctionnaires.

C. Propositions du Comité des politiques de l'environnement

33. Comme indiqué plus haut le Comité des politiques de l'environnement, à sa sixième session, a examiné et mis à jour son programme de travail à la lumière des résultats de la Conférence d'Aarhus, et discuté des activités de suivi à mener dans plusieurs domaines. Ces travaux sont pris en compte à la section A ci-dessus. Il a également soulevé certaines questions nouvelles dans l'optique des préparatifs de la cinquième Conférence ministérielle, à savoir :

1. Environnement et santé

34. Le Comité a demandé au secrétariat de la CEE-ONU et du Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé de s'acquitter de leurs obligations découlant de la Conférence de Londres et d'élaborer un tableau d'ensemble des instruments juridiques en vigueur dans les domaines des transports, de la santé et de l'environnement pour le 1er janvier 2000. Il a en outre recommandé que les pays membres et les ONG soient pleinement associés à la mise au point des recommandations (ECE/CEP/69, par. 36 à 39). La nécessité et la possibilité de négocier un nouvel accord dans ce domaine font actuellement l'objet d'un examen préliminaire.

2. Modes de production et de consommation : initiatives locales en faveur de modes de consommation durables

35. Comme suite aux décisions prises par le Comité des politiques de l'environnement et par le Comité des établissements humains, un groupe directeur commun a été créé en vue d'élaborer et de mettre en œuvre un projet sur les modes de transport urbain et l'aménagement de l'espace (ECE/CEP/69, par. 28). À sa première réunion [Lyon (France), 4 et 5 mai 2000], le groupe directeur a défini un programme de travail détaillé en vue d'élaborer des directives à l'intention des gouvernements. Si elles sont approuvées par le Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires, ces directives pourraient être présentées aux ministres à la Conférence de Kiev en 2002.

36. Les questions mentionnées plus haut sont celles qui ont été évoquées à ce jour par la Conférence d'Aarhus, le Comité des politiques de l'environnement et le pays hôte, l'Ukraine. Toutes ne devront pas nécessairement figurer à l'ordre du jour de la Conférence de 2002. Il pourrait également y avoir intérêt à en regrouper plusieurs sous des rubriques plus larges, comme il est proposé dans le tableau ci-après. Il est par ailleurs possible que certaines questions nouvelles prennent de l'importance.

37. Les préparatifs des États européens en vue de la Conférence du millénaire (2001) et de Rio+10 où sera examinée en 2002 la mise en œuvre des engagements de Rio pour un développement durable pourraient influencer le choix des questions à inscrire à l'ordre du jour. Le Groupe de travail voudra peut-être étudier plus en détail dans quelle mesure les préparatifs de la Conférence de Kiev peuvent être mis à profit pour préparer "Rio+10".

38. Enfin, toute question inscrite à l'ordre du jour doit mériter pleinement l'attention des ministres; c'est l'un des principaux critères de choix.

THÈMES ENVISAGÉS À CE JOUR POUR LA CONFÉRENCE DE KIEV DE 2002

Thème	Conférence d'Aarhus	Sixième session du Comité	Gouvernement ukrainien
Prise en compte des questions environnementales dans les politiques sectorielles	X	X	
Information			
• Troisième rapport d'évaluation	X		
• Surveillance de l'environnement	X	X	
Chartes et directives et Accords internationaux			
• Respect	X		
• Nouvel accord éventuel sur l'environnement, la santé et les transports		X	X
• Nouveau protocole éventuel sur l'évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement		X	
• Charte éventuelle sur les activités économiques durables			X
• Charte éventuelle sur l'éducation et l'environnement			X
• Charte éventuelle sur les activités militaires et l'environnement			X
• Directives éventuelles sur les transports urbains et l'aménagement de l'espace		X	
Secteur de l'énergie			
• Essence au plomb	X		
• Efficacité énergétique	X		
Entreprises et gestion			
• Gestion écologiquement rationnelle des entreprises dans les pays d'Europe centrale et les États nouvellement indépendants	X		
• Dialogue avec le monde des affaires	X		
Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère	X		
Priorité sous-régionale			
• Recentrage des travaux de l'équipe spéciale du PAE sur les pays non concernés par l'adhésion	X		
• Fonctionnement des nouveaux centres régionaux pour l'environnement			
